

LE DIALOGUE POUR EVITER LE CHAOS

Un peu moins de neuf mois après les décevantes élections présidentielles du 7 novembre et leur lot de frustrations et d'injustice, quelques jours après le discours présidentiel de Kiffa et son inattendu et surprenant ton de réalisme, nous voilà à constater que notre pays vit des moments fatidiques de son histoire.

Le constat général y compris de l'avis du Président de la République sur les antennes de Radio Mauritanie et T.V.M (sans censure, pour une fois) est que le pays est en danger. Voilà au moins un point vers lequel, une fois n'est pas coutume, convergent tous les avis, même s'il y a des nuances quant aux causes réelles de la situation. En tous cas pour l'observateur, même averti, le Président Ould Taya adopte un langage dit « d'opposant », c'est-à-dire réaliste, langage pour le moins nouveau, même si l'action fait encore défaut. Peut-être a-t-il besoin d'un coup de pouce du camp d'en face (l'opposition) vu la carence et l'insouciance des laudateurs de son propre camp, comme il l'a d'ailleurs constaté publiquement ? Certainement ! Et le pays a plus que besoin de l'effort de tous ses fils afin de lui éviter un naufrage annoncé. De toutes les façons nous avons besoin d'apaisement et de sérénité qui ne peuvent être obtenus que par le dialogue pour pouvoir envisager un avenir possible. Sans cela, le vrai danger de démembrement nous guette pernicieusement, une fois ce diabolique processus entamé, il ne sera plus possible de l'arrêter sans des dégâts considérables (parmi les vies et les biens). Les exemples de pays ayant subi ce sort sont légion (Liban, Ruanda, Somalie, Libéria, Sierra Léone, Cote d'Ivoire...).

C'est pourquoi, après une absence de plus de trois ans de la scène politique et après l'intermède douloureux des

élections du 7 Novembre dernier, je décide de réapparaître sous ma nouvelle « identité » politique qui justement n'est pas « politique » car, n'appartenant désormais plus à aucun parti ni d'opposition ni du pouvoir mais, néanmoins intéressé ou plutôt préoccupé par ce qui passe dans mon pays et son avenir. J'aimerais être classé parmi les observateurs neutres (neutralité positive) ou faisant partie de ce qu'on appelle communément la société civile. Je me permets donc de lancer un appel solennel à tous les acteurs politiques du pouvoir et de l'opposition surtout au Président Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya et aux dirigeants des partis d'opposition afin de privilégier le dialogue comme seule voie pour sortir notre malheureux pays des problèmes auquel il fait difficilement face. Les problèmes dus aux phénomènes naturels (sécheresse, criquets, inondations...) mais et encore plus, ceux, dus à l'instinct de déprédation du mauritanien commencent à déstabiliser et affecter durablement notre vie et notre environnement.

Seul un dialogue honnête, franc et serein peut contribuer à jeter les bases d'une future Mauritanie apaisée, démocratique et nécessairement bien gérée. Le Président Ould Taya a remis en cause tout le système sur lequel il s'est appuyé jusqu'à présent sans pour autant faire le pas nécessaire vers une ouverture logique plus large sur la société civile et l'opposition. Aidons-le à le faire ! Mais, comment me diriez-vous ?

Les partis d'oppositions (ceux qui avaient formés la C.A.P. : UFP, A.J.D, PLEJ, SAWAB, PTG, PTUN et AUTRES plus le RFD, l'APP et le FP) doivent se mettre rapidement d'accord, sans tergiverser sur une plate-forme commune et demander publiquement audience au Président de la République. Ceci permettra de briser complètement cette glace que la courageuse U.F.P. a déjà entamée laborieusement mais, l'union ne fait-elle pas la force ? Cela aura pour effet aussi de mettre le Président devant une situation inédite : Président reconnu de tous les maurita-

niens, il agira désormais plus sereinement selon toute logique. Bien sur cela demande de la part des chefs de ces partis (là décision étant entre les mains des chefs à l'opposition comme au pouvoir, ainsi est encore notre démocratie) du courage, de la modestie et surtout un esprit de sacrifice à la nation. Je suis sûr qu'ils peuvent en disposer s'ils font appel à leur intelligence.

Une fois cette œuvre importante, honorable et loin d'être humiliante accomplie, tous les regards se dirigeront vers le Président Ould Taya. Vraisemblablement il ne pourra que saisir cette occasion de calmer la scène politique, d'autant plus qu'une rencontre avec l'ensemble de l'opposition sera un événement positif à son actif et ne diminuera en rien ses pouvoirs.

Cette rencontre avec les leaders de l'opposition et pour quoi pas, en présence certains représentants de la société civile, si elle a lieu, déclanchera un processus de dialogue qui ne doit plus s'arrêter. Une telle initiative sera encouragée par l'opinion publique nationale et internationale et jouira surtout de l'appui de nos partenaires européens et autres bailleurs de fonds qui commencent à tirer la sonnette d'alarme.

Je suis persuadé que le pouvoir lâchera du lest devant une opposition unie et parlant d'une même voie, ce qui permettra de dégager des points de convergence. Dans l'hypothèse basse il y aura un accord pour la remise sur les rails du processus démocratique défaillant, avec à la clé des élections libres et transparentes et assorti de garanties de transparence (mise sur pieds d'un organisme indépendant devant gérer l'organisation des élections). Dans l'hypothèse haute, un gouvernement d'union nationale sera annoncé et aura en charge la gestion du pays jusqu'aux élections législatives de 2006, à moins que des élections anticipées ne soient annoncées. Quant au mandat actuel du Président Ould Taya, je crois qu'il serait bien sage pour tout le monde de l'encourager à le consacrer à préparer l'alternance future (il faudra quand même y penser un jour !) et ce

en plus de sa tâche de surveillance du gouvernement en l'absence d'un parlement pouvant jouer un rôle autre que l'enregistrement.

Un gouvernement responsable devrait voir le jour et entamer les réformes indispensables et diverses (politique, économique, sociale, culturelle, sportive...), la lutte contre le détournement des biens publics devra être l'une de ses priorités. Je dis cela et je le crois car c'est possible, nous avons besoin de cette transition pour passer à une situation démocratique apaisée.

Nous savons tous que la continuité de la situation actuelle conduit inéluctablement vers le chaos et je n'ai pas besoin de décrire ce qui se passe ou ce ne se passe pas aujourd'hui en Mauritanie. Je me contenterai seulement de citer en exemple l'examen du baccalauréat de 2004 : le taux de réussite est de 8%, ou plutôt le taux d'échec est de 92% ! Si on considère les pays voisins (formule magique) du nord comme du sud où le taux de réussite tourne autour de 80%, il est à craindre que nous soyons en voie de crétinisation avancée et que dans une décennie nous procéderions à l'importation de cadres supérieurs. Parmi nos bacheliers il y a une petite portion de bac c (mathématiques), 0,5% du total, ces jeunes « prodiges » ne sont pas à un niveau leur permettant de suivre des études supérieures à l'étranger et perdent souvent la première année avant de pouvoir s'accrocher pour les plus tenaces. Les grandes écoles en France, en Tunisie, au Maroc... ne sont plus fréquentées par quelque Mauritanien depuis longtemps.

Ce bilan-là, désastreux, conduit à lui seul à l'extinction d'un pays. Tout en évitant de parler des autres secteurs je me suffirais de résumer la situation générale par le constat qu'en a fait le Président de la République lui-même dans son discours à Kiffa : rien ne va dans le pays et, malgré les richesses minières annoncées (pétrole, cuivre, or...), un danger grave nous menace !

Mais qu'elle est donc la solution ? Certains prônent la lutte armée ou la violence pour obtenir un changement à la tête

de l'état. Je pense à mon avis que toute action violente peut conduire à des réactions tout aussi violentes, ce qui peut faire basculer dans un processus de violences et même une guerre civile fatale pour le fondement même du pays. N'oublions pas que nous sommes un conglomérat d'ethnies et de tribus mal réconciliées, ce qui constitue un lit naturel favorisant l'émergence de factions armées et autres milices. Aucune institution ne peut résister à un grand choc. L'armée qui était considérée comme la seule solide, a montré de grandes failles le 08 juin 2003 lors du push manqué dont la page n'est pas encore fermée.

Pour ma part, je considère qu'un changement est salutaire pour le pays, mais je ne le souhaite pas par la violence. Une fois que le sang coule, cela pourra nous ramener loin en arrière, aux sombres périodes des rezzous et leur barbarie. L'injustice et le partage inégal des ressources créent beaucoup de rancoeurs surtout parmi les plus démunis. La séve nourricière est détournée au profit d'une classe agissant en mafia bien connue, repue, insouciant et insolente, cette classe-là est responsable en grande partie de la gestion chaotique du pays, elle doit prendre conscience du danger évoqué par le Président de la République et éviter de continuer à trop tirer sur la ficelle de crainte qu'elle ne rompe. En tous cas il n'est pas souhaitable que les armes parlent ! Car cela coûtera très cher à tout le monde, tandis que le dialogue et la discussion ne coûtent absolument rien à personne. Alors pourquoi donc ne pas dialoguer ? Pourquoi, pourquoi... ?

**ABDERRAHMANE
OULD MARRAKCHY**

**La semaine prochaine
nous publierons un point
de vue opposé à celui-ci.**